Conseil scientifique
Formation restreinte
Jeudi 17 septembre 2020, 10 h 30 – 12 h 30
séance par visioconférence

Présents : Florence Bernault, Régis Bismuth, Olivier Borraz, Dominique Cardon, Alain Dieckhoff, Sophie Dubuisson-Quellier, Sabine Dullin, Bénédicte Durand, Séverine Dusollier, Florence Faucher, Roberto Galbiati, Gilles Favarel-Garrigues, Martial Foucault, Pierre François, Mathieu Fulla, Florence Haegel, Charlotte Halpern, Marc Lazar, Jeanne Lazarus, Thierry Mayer, Frédéric Mion, Vincent Morandi, Guillaume Plantin, Frédéric Ramel, Julie Saada, Mirna Safi, Francesco Saraceno, Nicolas Sauger, Cornelia Woll

Absents ou excusés : Florian Oswald, Astrid Von Busekist, Nicolas Coeurdacier, Philippe Coulangeon, Étienne Nouguez, Xavier Ragot, Paul-André Rosental, Dina Waked.

Assistent à la réunion :

Bénédicte Barbé, chargée de mission à la Direction scientifique

Michel Gardette, Directeur délégué

Carole Jourdan, Directrice du pôle académique, Direction des ressources humaines

Marc Lazar souhaite une bonne rentrée à tous les participants à la séance. Il souligne que la position prise par l'institution relative à l'enseignement s'est avérée excellente, de l'avis de l'ensemble de la communauté académique. L'année sera sans doute difficile pour les activités d'enseignement : le campus de Reims a dû retarder sa rentrée en présentiel à cause de cas de COVID-19. L'activité de recherche sera elle aussi marquée par la crise sanitaire, il faudra renoncer à certaines journées d'études et certains séminaires, ou au contraire saisir l'opportunité qu'offre Zoom pour organiser les activités de recherche. Ce qui reste problématique, comme l'a déjà évoqué le Conseil scientifique, ce sont toutes les missions de recherche à l'étranger, les enquêtes sur le terrain, dans les archives, qui demeurent bloquées.

Frédéric Mion salue à son tour les membres de l'instance et leur souhaite la meilleure rentrée possible. Il souligne le gros travail collectif nécessaire pour organiser ce premier semestre malgré une situation sanitaire qui évolue très rapidement. Il n'est d'ailleurs pas impossible que, dans un délai assez bref, des mesures doivent être prises qui tendraient à suspendre totalement les activités en présentiel, comme cela a déjà dû être fait à Reims. L'épidémie de COVID-19 n'est pas passée, et va imposer de vivre avec une vigilance soutenue, tout au long de l'année universitaire.

1 / Validation du compte rendu de la séance du Conseil scientifique réuni en formation restreinte par visioconférence le 2 juin 2020

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents le compte rendu de la séance du Conseil scientifique du 30 juin 2020.

2 / Validation du compte rendu de la séance du Conseil scientifique réuni en formation restreinte par visio-conférence le 30 juin 2020

L'approbation de ce compte rendu est repoussée à la prochaine séance du Conseil scientifique.

3 / Avis sur la proposition du comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une *Assistant Professor* FNSP en *tenure track* en sciences sociales computationnelles

Dominique Cardon précise que le jury était présidé par Jean-Philippe Cointet, et a réuni les personnes suivantes :

- Pour la communauté académique de Sciences Po : Olivier Godechot, Caterina Froio et Vincent Lépinay ;
- Pour les collègues externes : Kinga Makovi, de la New York University Abu Dhabi Laetitia Gauvin de la Fondation pour les sciences de la complexité à Milan, Simon Hegelich de la Technical University de Munich et Marta Sales-Pardo de l'université de Tarragone.

Pour le médialab, la féminisation du corps d'enseignants et de chercheurs est encore un défi, il était espéré qu'avec la qualification en *Assistant Prof* plutôt qu'en *Associate*, le renouvellement générationnel allait pouvoir jouer. 23 candidatures ont été réceptionnées, dont 7 femmes. Le jury a retenu, lors de sa séance de délibération du 15 juin, quatre candidats et candidates, en retenant le principe de la parité : Achim Edelmann, Élisabeth Omodei, Pablo Aragon, Béatrice Mazoyer. Après une délibération unanime, la candidature retenue a été celle d'Achim Edelmann.

Le candidat classé troisième est Pablo Aragon, qui propose un travail très intéressant sur les interactions dans les infrastructures numériques distribuées et sur la participation politique en ligne, mais le jury a considéré que son travail était plus limité dans son spectre que celui des deux autres candidats classés.

La candidate classée seconde est Élisabeth Omodei, qui travaille actuellement au programme alimentaire des Nations Unies, dans une approche de systèmes complexes, spécialiste des réseaux multicouches. Son travail est très intéressant, mais elle travaille plutôt sur des données d'institutions internationales, avec un niveau d'échelle très large, assez éloigné en réalité de la dynamique de recherche du médialab, qui mêle plutôt approches locales qualitatives et quantitatives.

La candidature qui a donc retenu l'avis unanime du jury est celle d'Achim Edelmann, qui a réalisé sa thèse à Cambridge, puis a été post-doc à la Duke University, après avoir fait

ses études à Munich, avoir été visiting fellow à la London School of Economics. Il est Assistant Professor à l'université de Berne depuis 2015, et – ce sera l'objet d'une discussion ultérieure – a obtenu son habilitation suisse à diriger des recherches. Son travail est véritablement original et s'inscrit parfaitement dans les dynamiques que le médialab cherche à mettre en place, d'articulation entre sciences des données (théorie des réseaux, analyses textuelles, topic modeling, etc.) et intérêt très fort pour la théorie sociologique. Il a notamment proposé un modèle théorique d'articulation entre les interactions en réseau et les traits culturels des acteurs observés, modèle qu'il a appliqué à différents cas d'étude. L'un des cas proposés lors du job talk était celui de prédire, par la position dans les échanges et dans la collaboration universitaire, la signature de pétitions dans les controverses scientifiques, au sein d'un grand corpus scientifique, avec une présentation très riche et originale dans sa méthodologie, et très intéressante dans l'analyse sociologique qui pouvait en être faite.

Ses publications sont nombreuses, notamment dans *Poetics*, dont il a été le rédacteur en chef d'un numéro remarqué, dans la *New Review of Sociology* et dans d'autres revues.

Par ailleurs, il est très actif et a lancé de multiples projets, dont un en cours qui l'a amené vers Sciences Po, à propos de l'analyse de la désinformation, avec une méthodologie originale pour obtenir des informations des utilisateurs de WhatsApp.

Achim Edelmann rejoindrait le médialab le 1^{er} janvier 2021 ; il réfléchit déjà à proposer des enseignements très variés, à la fois en sociologie et en approche théorique de la culture, mais aussi avec des ateliers de méthodes d'analyse des réseaux et des données.

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents la proposition du comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une Assistant Professor FNSP (poste privé, en tenure track) en sciences computationnelles.

4/ Avis sur la proposition du comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une Assistant Professor FNSP en tenure track en histoire, profil histoire de l'Asie du Sud-Est

Sabine Dullin rappelle que le premier comité de sélection pour ce recrutement s'est tenu le 31 janvier 2020, et le second les 3 et 4 septembre derniers, avec test du modèle hybride : certains candidats et membres du comité étaient en distanciel quand d'autres étaient en présentiel, avec des candidats en Australie et à New York. 24 candidatures ont été reçues en janvier, dont 17 hommes et 7 femmes, comprenant 19 candidatures qualifiées en histoire et 10 candidatures internationales. À l'issue de ce premier comité, la *shortlist* était composée de 5 candidats et candidates, déjà détenteurs et détentrices d'une certaine expérience, avec déjà un premier livre publié et pour certains un deuxième sous presse, même si deux des cinq candidats avaient tout de même un profil très junior. Lors de la seconde session, les cinq candidats ont été classés ainsi :

Pierre Fuller, actuellement *Senior Lecturer* à la *Monash University* en Australie, où il vient d'être recruté. Il a réalisé sa thèse en 2011 à l'Université de Californie avec J. J. Pomerance. Sa thèse est publiée à la *Harvard University Press*, publication saluée par les spécialistes de la Chine. Spécialiste de la Chine aux 19^e et 20^e siècles, Pierre Fuller travaille plus particulièrement sur la question de la gouvernance en Chine, en lien avec la vie

quotidienne, notamment dans les communautés rurales. Son premier ouvrage portait sur la philanthropie des communautés rurales chinoises dans le cadre de la famine de 1920-1921, dans la Chine des seigneurs de guerre. Il s’y démarque d’une historiographie qui travaille beaucoup sur l’aide internationale à la Chine, pour se poser la question des modalités autochtones des formes de philanthropie.

Sa réflexion sur le *welfare* en Chine, sur la philanthropie et la gouvernance décentralisée, rejoint beaucoup de problématiques du CHSP. Son prochain livre portera sur la culture politique en Chine, de l’Empire jusqu’à la période maoïste, mais vue « par en bas ».

La deuxième candidate est Nadin Heé, de niveau équivalent dans l’avancement de sa carrière, avec un premier livre publié après son PhD en 2011, paru dans une très bonne édition allemande, Campus, et qui a obtenu un prix. Elle est spécialiste d’histoire japonaise. Sa thèse a porté sur Taïwan et les modes de colonisation du Japon à Taïwan, en rapport avec la Corée, sur la question d’une sorte de « colonialisme scientifique ». Dorénavant, son projet porte sur l’impérialisme océanique japonais, à la croisée de l’histoire impériale et de l’histoire environnementale, avec un travail sur la question du thon comme bien commun utilisé par l’impérialisme japonais dans l’ensemble de l’Asie de l’Est.

La candidature de Pierre Fuller a été privilégiée, entre autres raisons pour sa pratique courante de l’anglais et parce que l’histoire des sciences dans l’histoire du Japon a été jugée moins centrale pour le CHSP que l’histoire de la Chine dans la longue durée.

Le troisième classé est Julian Gewirtz, le plus junior des candidats de la shortlist, est un historien de la Chine des années 1980, de la question des luttes de pouvoir, des scénarios de modernisation, de l’influence et des transferts de l’extérieur, notamment sur la question des réformes libérales. Il est research fellow à la Columbia University après avoir fait sa thèse à Harvard. Sa thèse a été réalisée en 2018, elle est déjà sous presse pour 2021 à la Harvard University Press.

La quatrième candidate retenue, Christina Wu, est aussi un profil junior : elle a soutenu sa thèse en 2015, qui paraîtra en 2021 aux Presses de Sciences Po. Elle est d’origine singapourienne, avec un impressionnant profil en termes linguistiques (anglais, mandarin, malais et indonésien). Elle est maîtresse de conférences à l’université Sorbonne-Paris 1. Elle assure déjà des cours sur le campus du Havre. Christina Wu travaille sur le « carrefour javanais » et la Malaisie britannique, avec des questions sur les genres et les identités collectives, mais avec une approche des archives sur place assez peu développée. Elle a essentiellement travaillé sur les archives coloniales en Belgique et en France. C’est sans aucun doute un profil très prometteur pour la suite.

Classé en dernière place, Daniel Hedinger a fait sa thèse de doctorat en 2011 et a déjà deux livres publiés, sur les expositions internationales japonaises aux 19^e et 20^e siècle et sur l’Axe Rome-Berlin-Tokyo, vu du point de vue japonais. C’est donc aussi un spécialiste de l’histoire du Japon, mais davantage dans une approche histoire globale et trans-impériale, donc moins centrée sur l’histoire de l’Asie pour le jury.

Florence Haegel remarque qu’elle est particulièrement impressionnée par les deux candidatures présentées ce matin, qui sont de très grande qualité toutes les deux.

Marc Lazar confirme cette opinion et précise d'ailleurs que dans les deux cas, la procédure de tenure track sera accélérée.

Guillaume Plantin précise que les deux candidats ont déjà fait leurs preuves scientifiquement et ont soutenu leurs thèses il y a quelques années. Néanmoins Sciences Po n'a pas souhaité les recruter directement avec tenure car il y aurait alors eu rupture de compétition avec d'autres candidats seniors. Avec l'accord de leur directeur d'unité et de leur directeur de département, ils pourront, au lieu d'engager une procédure de mid-tenure dans les trois ans, procéder directement à une procédure de tenure.

Sabine Dullin revient sur le choix d'une personne plus avancée que des juniors qui sont pourtant eux aussi de très grande qualité. Dans le plan de recrutement précédent, le poste profilé sur l'histoire de l'Asie était un poste de Professeur des universités. Cet historique a poussé le comité à choisir quelqu'un qui n'était plus tout à fait un junior, afin de pouvoir encadrer des travaux à moyen terme. Pierre Fuller est en train de rédiger son deuxième livre, ce qui devrait donc permettre son habilitation et éventuellement une *tenure* dans les trois ans à venir.

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents la proposition du comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une Assistant Professor FNSP (poste privé, en tenure track) en histoire de l'Asie du Sud-Est.

5/ Avis sur la fiche de poste en vue du recrutement d'un ou une *Full Professor* FNSP (poste privé) en économie, profil macroéconomie internationale et commerce

Thierry Mayer rappelle les thématiques traitées par ce poste, à la fois en macroéconomie internationale et en microéconomie locale, par exemple avec la situation de pandémie de COVID-19. Les profils recherchés sont ceux de macroéconomistes qui peuvent être à l'international, des personnes qui ont l'habitude de travailler avec de grosses bases de données, très volumineuses, avec 25 ans ou 30 ans de données de commerce issues de firmes françaises.

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents la fiche de poste en vue du recrutement d'un ou une Full Professor FNSP (poste privé) en économie, profil macroéconomie internationale et commerce.

6/ Avis sur le comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une *Full Professor* FNSP (poste privé) en économie, profil macroéconomie internationale et commerce

Thierry Mayer détaille la composition du comité : Nicolas Coeurdacier en tant que Président, Stéphane Guibaud, Philippe Martin et Cornélia Woll pour la FNSP, et pour les membres externes, Agnès Bénassy-Quéré, professeur à l'université Paris I ainsi qu'à la Paris School of Economics, Maria Bas, qui est également professeur, Sandra Poncet, professeur à la Paris School of Economics, José De Sousa, professeur à l'université de Paris-Saclay.

Régis Bismuth remarque que les membres extérieurs du comité sont tous localisés en région parisienne et demande si le comité a fait ce choix dans l'optique d'organiser ses réunions en présentiel.

Thierry Mayer rappelle que d'un point de vue légal, le comité est tenu de prendre en compte le genre et les thématiques des personnalités invitées, et il se trouve que les collègues spécialistes de cette thématique-là sont principalement basés à Paris à l'heure actuelle.

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents le comité de sélection en vue du recrutement d'un ou une Full Professor FNSP (poste privé) en économie, profil macroéconomie internationale et commerce.

7/ Avis sur la demande de congé sabbatique universitaire de Marco Oberti

Marc Lazar rappelle les termes de la lettre de motivation de Marco Oberti, demandant la prolongation de son congé sabbatique. Le Conseil scientifique doit se prononcer sur le principe d'accorder ou non ce prolongement. En cas d'avis positif, il reviendrait au département de sociologie d'étudier les conditions de réalisation de son remplacement.

Jeanne Lazarus précise que le département soutient totalement la demande de Marco Oberti : il s'agirait d'organiser un allègement de service au deuxième semestre, ou de reporter ses cours sur le premier semestre 2021-2022.

Guillaume Plantin rappelle que le Conseil scientifique avait accepté le principe de remettre les compteurs à zéro pour tous les congés sabbatiques qui n'ont pas pu se dérouler comme prévu du fait de la crise sanitaire.

Mirna Safi précise que l'OSC appuie évidemment cette demande, l'un des objectifs de ce congé sabbatique étant de reprendre et d'accélérer les projets de recherche de Marco Oberti, qui avaient pris un peu de retard du fait de son implication institutionnelle. L'augmentation de sa production a d'ailleurs pu être constatée, mais la crise du COVID-19 a freiné ses collaborations et ses projets en cours. Un congé sabbatique prolongé ou renouvelé lui permettrait certainement d'atteindre ses objectifs de recherche.

Sabine Dullin s'inquiète du risque, dans le contexte actuel, que les congés sabbatiques ne soient pas particulièrement attractifs, ce qui pourrait conduire, lors de la sortie de la crise sanitaire, à un nombre très important de demandes de congés sabbatiques.

Marc Lazar confirme qu'il y aura sans doute un risque d'embouteillage des demandes, quand la crise s'achèvera, mais il n'y a pas eu encore d'anticipation à ce sujet.

Guillaume Plantin précise qu'il faudra faire preuve de coordination au sein des départements afin d'échelonner au mieux les demandes de congés sabbatiques qui risquent d'arriver après la crise.

Marc Lazar souligne l'importance d'anticiper et de coordonner les demandes à venir, dans les départements et dans les unités de recherche, de sorte que le Conseil scientifique n'ait pas à traiter une inflation des demandes.

Cornelia Woll profite de la discussion pour remercier la Direction et le Conseil scientifique pour sa flexibilité sur les demandes de congés sabbatiques. Il s'agit d'un vrai luxe au sein de Sciences Po, alors que la situation dans certaines universités est beaucoup plus problématique, avec des réductions de salaire, des refus de congés, des recrutements en berne.

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des présents la demande de prolongation du congé sabbatique universitaire de Marco Oberti.

8/ Questions diverses

Guillaume Plantin annonce que la demande de financement auprès de CIVICA, dans le cadre du programme H2020, vient d'être acceptée, 2,6 millions € sont donc disponibles sur trois ans pour ce projet. Les 8 partenaires de CIVICA, sous le leadership de Sciences Po et de la Central European University (CEU) en Hongrie, vont donc s'employer à la mise en œuvre d'un programme qui débutera en janvier 2021. Le spectre d'activités possibles est extrêmement large, les projets ont été rédigés de sorte que tout ce qui est envisageable puisse être mis en œuvre : séminaires, appels à projet, conférences, invitations internationales itinérantes, appels à post-doc, conférence doctorale internationale, création d'un laboratoire expérimental en ligne, etc. Un Google Form a été diffusé auprès des directeurs d'unité, afin de leur permettre de proposer des activités, une douzaine de propositions ont déjà été reçues. Pour qu'un événement puisse être financé par CIVICA, il doit impliquer au moins trois de ses membres. Plus Sciences Po sera présente à ce stade de construction du programme, plus la probabilité que les projets soient retenus sera élevée. Guillaume Plantin et Elsa Bedos, Project Officer, sont prêts à venir dans les unités de recherche, centres et départements, pour expliquer la structure de CIVICA et son projet.

Mirna Safi annonce qu'il y aura des projets du côté de l'OSC, cependant il n'y a pas eu de précision sur la deadline pour présenter ces projets.

Guillaume Plantin répond que les étapes, du côté CIVICA, ne sont pas encore bien définies. Le Permanent Design Team a identifié quatre thèmes : environnement, crise de la démocratie, tournant du numérique et construction européenne. Ce groupe doit se réunir avant novembre et la proposition de mettre en œuvre les activités sera faite ensuite aux huit membres de cette initiative.

Frédéric Mion tient à saluer le travail colossal qui a été accompli par Guillaume Plantin et son équipe de la Direction scientifique pour confectionner le dossier en temps utiles et répondre selon le très lourd formalisme imposé par la Commission européenne. C'était un travail vraiment énorme, fastidieux, mais nécessaire, et accompli dans un délai record.

*

Marc Lazar annonce que le livre co-dirigé par Xavier Ragot, Guillaume Plantin et lui-même, sur la manière dont les sciences sociales, à Sciences Po, ont travaillé sur le COVID-19, sera bientôt édité, sous le titre *Les sciences sociales au temps de la COVID*. Pour ce projet, plus de 44 propositions de contributions ont été reçues, alors que seulement 20 pouvaient être retenues. Tous les collègues qui ont participé à cet effort collectif ont respecté les délais impartis cet été. Un gros envoi presse sera organisé, en espérant avoir un certain écho médiatique. Toutes les disciplines de Sciences Po y sont représentées, avec un mélange des générations, entre collègues senior et doctorants. Le bilan final est globalement positif, dans le bon sens de l'expression, et démontre la réalité de l'interdisciplinarité à Sciences Po, avec des contributions très complémentaires, qui permettront aux lecteurs d'avoir des éléments de réflexion sur cette crise sanitaire.

Guillaume Plantin cite l'ouvrage d'Olivier Borraz, Henri Bergeron *et al.*, sur la crise organisationnelle révélée par le COVID-19, publié lui aussi en ce moment.

*

Marc Lazar aborde la question des habilitations à diriger des recherches : certains collègues ont été recrutés, qui appartiennent à des disciplines qui ne sont pas « canoniques » à Sciences Po : géographie, urbanisme, littérature, philosophie... Comment gérer les demandes d'HDR avec ces collègues ? Après concertation avec Guillaume Plantin, Bénédicte Barbé et Carole Jourdan, un texte est proposé au Conseil scientifique, qui rappelle les conditions dans lesquelles peuvent se faire les HDR. Pour les collègues de ces autres disciplines, la formule suivante est proposée : le collègue qui veut être le garant d'une HDR viendra présenter auprès du Conseil scientifique le projet d'HDR, qu'il devra présenter, défendre et justifier. Comme pour les autres disciplines, un rapporteur sera désigné, qui n'appartient pas à la discipline concernée. La compétence de ces collègues d'autres disciplines serait double : voir si, globalement, le dossier de l'HDR correspond au standard de Sciences Po, et si le projet correspond bien à un travail consistant dans son contenu même.

Jeanne Lazarus estime que la procédure proposée est tout à fait correcte, mais elle souligne que lorsqu'elle a soutenu sa propre HDR, à l'extérieur de Sciences Po, elle n'avait pas pu bénéficier d'une aide financière de l'école doctorale pour inviter un collègue étranger, alors que les collègues de Sciences Po qui peuvent y soutenir leur HDR peuvent bénéficier de ce financement. Il faudrait trouver un moyen d'équilibrer cette situation : quand on est chercheur à Sciences Po et qu'on se retrouve dans une université parisienne, il est souvent délicat de demander à cette université de financer la venue d'un collègue étranger.

Marc Lazar répond que ce point pourra être discuté, mais il émet une objection : l'expérience montre que beaucoup de soutenances de thèses et de HDR peuvent se dispenser de la présence de collègues venus de l'étranger. Avec la crise sanitaire, Sciences Po a connu une véritable révolution sur ce sujet : il paraît désormais absurde d'inviter, par exemple, un collègue de Princeton, qui va voyager en classe économique pour traverser l'Atlantique, pour participer à une soutenance, prendre la parole une vingtaine de minutes et repartir le lendemain... S'il faut faire venir un collègue depuis un autre continent, autant que ce soit pour profiter de sa présence une dizaine de jours, le faire rencontrer des doctorants et des collègues ou animer des séminaires. S'il s'agit seulement de le faire participer à une après-midi de soutenance de thèse, alors qu'il vient de l'autre bout du monde, est-ce vraiment nécessaire et utile ? Le débat sur ce sujet pourra se tenir lors d'une prochaine réunion du Conseil.

Pierre François rappelle qu'il avait lui aussi soulevé cette question lorsqu'il avait pris ses fonctions de doyen, devant le ComEx. La salle de soutenance est désormais équipée pour la téléconférence, et de premières expériences ont pu avoir lieu. Il faudra engager le débat à moyen terme.

9/ Avis sur la modification de la procédure de promotion des professeurs des universités de l'IEP de Paris

Guillaume Plantin rappelle que la procédure de promotion des Professeurs des universités se déroule en deux étapes : une étape nationale, au cours de laquelle les promotions sont éventuellement accordées par le CNU, puis les candidats qui n'ont pas été retenus peuvent bénéficier d'une promotion locale. La procédure pour les promotions locales donne en principe entière satisfaction : chaque dossier est présenté par un membre du Conseil scientifique, en séance, sur la base du contenu anonymisé de deux rapports, un rapport interne et un rapport externe. Le calendrier habituel est le suivant : décisions nationales en juin, puis deux ou trois mois pour solliciter les rapporteurs internes et externes pour rédiger les rapports. Cette année, du fait de la crise sanitaire, ce calendrier est bouleversé, les décisions nationales n'ont pas encore été prises, et les décisions locales doivent être prises lors du Conseil scientifique du 22 octobre, pour communication au ministère avant novembre. Il paraît donc évident que les rapports externes ne pourront pas être collectés à temps.

À titre tout à fait exceptionnel, et sans remettre en cause une procédure qui est par ailleurs excellente, il est donc proposé que cette année, seuls des rapports internes soient produits, sur chacun des candidats à la promotion locale.

Régis Bismuth remarque que les rapports devront être soumis par un enseignant dans la discipline du candidat, alors que pour certaines disciplines il n'y a qu'un collègue, voire aucun. Dans ces cas-là, la condition d'anonymat serait pour le moins délicate à faire respecter.

Julie Saada comprend donc que pour les disciplines « rares » (une personne en littérature, deux personnes en philosophie, une seule en urbanisme...), il y aura donc un seul rapport, interne, et issu de quelqu'un d'une autre discipline.

Guillaume Plantin confirme, il n'y aura bien qu'un seul rapport cette année, le rapport interne, et cela pour toutes les disciplines et pas seulement les disciplines « rares ».

10/ Avis sur la demande de reconnaissance de l'équivalence du diplôme d'habilitation à diriger des recherches d'Achim Edelmann

Bénédicte Barbé rappelle que Jeanne Lazarus et Ettore Recchi ont rédigé un rapport conjoint, tout à fait favorable à la demande de reconnaissance de l'équivalence du diplôme d'habilitation à diriger des recherches d'Achim Edelmann.

Dominique Cardon rappelle qu'Achim Edelmann, bien que recruté en tant qu'Assistant Professor, est par ailleurs titulaire d'une habilitation obtenue en 2019 à l'université de Berne. Il a donc été demandé au centre d'information sur la reconnaissance des diplômes de certifier l'équivalence entre HDR suisse et française, ce qui a été fait.

Cornelia Woll s'étonne que cette question soit évoquée en Conseil scientifique, alors que le Ministère a déjà confirmé l'équivalence entre les HDR suisse et française.

Bénédicte Barbé répond que cette procédure avait été demandée au Conseil scientifique il y a quelques années pour le cas d'une chargée de recherche CNRS qui avait obtenu son HDR en Suède.

Marc Lazar admet que la procédure pourrait être interrogée à l'avenir.